



---

**Termes de référence de l'étude conjointe  
ReSAKSS WA/MSU sur les dynamiques de  
consommation alimentaire en Afrique de l'Ouest**

## **1 Contexte**

Au cours de l'année 2007/2008, les prix des produits alimentaires sur le marché international ont connu des hausses spectaculaires, contrastant avec la baisse tendancielle des prix réels observée précédemment sur une longue période. Le prix de la tonne de riz (spécial A1) à Bangkok était de 482 \$ en moyenne en 2008, soit 2,5 fois son niveau de la période 1997-2006. Le blé qui est la céréale la plus échangée au monde, a vu son prix doubler entre février 2007 et février 2008 sur le marché international. Ces augmentations sont intervenues sur fond de crise financière et de hausse quasi générale des prix des matières premières, notamment du pétrole qui est un élément déterminant dans la formation du prix à la fois des intrants agricoles et du transport international.

Cette situation sur les marchés mondiaux alimentaires est la résultante de causes conjoncturelles et structurelles qui ont provoqué un déséquilibre croissant entre l'offre et la demande avec une baisse drastique des stocks mondiaux de denrées alimentaires de base, bien en deçà du niveau historiquement considéré critique pour une sécurisation des approvisionnements sur les marchés internationaux. Ces causes, par ailleurs bien documentées depuis par une littérature abondante<sup>1</sup>, sont seulement citées ici à titre de rappel : (i) la demande croissante des pays émergents ; (ii) les politiques de limitation de l'offre de certains grands pays producteurs ; (iii) l'augmentation de la production de biocarburants induite par les niveaux élevés des cours du pétrole ; (iv) les comportements alimentaires de plus en plus tournés vers la viande, induisant un accroissement de la demande de céréales pour l'alimentation animale (v) la baisse continue du dollar, monnaie de référence pour les échanges internationaux, favorisant une inflation sur les marchés internationaux ; (vi) la hausse du fret maritime consécutive au prix croissant du pétrole ; (vii) la limitation, voire l'interdiction des exportations de denrées alimentaires par certains grands exportateurs pris de panique face aux prévisions pessimistes ; les accidents climatiques, etc.

L'Afrique de l'Ouest a vécu cette crise dans des circonstances particulières. La plupart des pays de la région ont connu l'ajustement structurel avec, notamment, le démantèlement des offices publics de régulation des marchés alimentaires domestiques ainsi qu'une libéralisation de leur agriculture qui pendant une longue période, a subi une concurrence déloyale sur les marchés mondiaux alimentaires face à certains pays développés protégeant leur agriculture. Ces politiques de protection de ces pays développés ont provoqué une baisse tendancielle des cours mondiaux de denrées alimentaires. De cette situation est née une stratégie de beaucoup de pays de l'Afrique de l'Ouest consistant à recourir à des importations alimentaires bon marché qui s'est révélée un retour de bâton fatal pendant la crise de 2007/2008.

Compte tenu de la dépendance accrue des pays de la région du marché mondial pour l'approvisionnement de leurs populations en denrées alimentaire, la flambée des prix sur les marchés internationaux s'est traduite par une hausse des prix des denrées de grande consommation importées comme produites localement, quoique dans une moindre mesure pour ces dernières. Cette hausse a été accentuée dans les pays qui ont connu une baisse de leurs productions vivrières en 2007/2008.

L'impact de la crise sur les prix de denrées alimentaires ainsi que sur la consommation des ménages ayant été différencié selon le profil de consommation et d'offre alimentaires des pays, ceux-ci ont apporté des réponses variées dans le court terme, en mettant en œuvre des mesures d'urgence comme la suspension des droits de douane et/ou de la TVA, la fixation et le contrôle des prix de produits de première nécessité, la subvention de la consommation, l'interdiction d'exporter des denrées alimentaires même à l'intérieur de la région, les interventions directes sur les marchés alimentaires ; ainsi que des mesures ciblées sur la campagne agricole 2008/2009.

---

<sup>1</sup> Voir, entre autres : von Braun, Joachim. 2007. "The Food Situation: New Driving Forces and Required Actions." IFPRI Food Policy Report. Washington DC.  
ECOWAS (2008), Mémorandum relatif à la hausse des prix des denrées alimentaires : Situation, perspectives, stratégie et mesures recommandées.

Dans ce contexte, une réunion extraordinaire des Ministres du Commerce, de l'Agriculture, de l'Economie et des Finances, des Etats membres de la CEDEAO s'est tenue le 19 mai 2008, au siège de ladite communauté à Abuja (République Fédérale du Nigeria). La rencontre avait pour objectif, d'une part, d'examiner les conséquences de la situation de la hausse des prix des denrées alimentaires en Afrique de l'Ouest et, d'autre part, de dégager des mesures pour juguler à court terme la tendance haussière des prix et d'enrayer, à moyen et long termes, les risques de crise alimentaire dans la sous région.

La réunion extraordinaire des ministres a adopté l'**offensive régionale pour la production alimentaire et la lutte contre la faim axée sur** « trois (3) axes thématiques : (i) **l'accroissement rapide et durable des productions alimentaires**, pour réduire la dépendance à l'égard des importations, faire reculer la pauvreté en milieu rural ; (ii) **la structuration des filières et la régulation des marchés**, pour assurer des débouchés sécurisés aux productions, stabiliser les marchés, adapter les produits à la demande (produits transformés, normés) ; (iii) **la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations vulnérables**, par la mise en place des filets de sécurité appropriés dans les zones rurales et en milieu urbain.<sup>2</sup>

Dans la continuité de ces efforts et propositions, des activités de recherche et d'analyse ont été initiées par plusieurs acteurs intervenant dans la Région.

ReSAKSS WA a réalisé en 2008/2009 une étude dans dix pays de la région sur la manifestation de la vie chère et les mesures annoncées par les différents pays pour l'atténuer. Cette étude a été restituée dans les pays et au niveau régional par un atelier organisé avec la CEDEAO qui s'est tenu du 12 au 15 mai à Accra (Ghana). Michigan State University (MSU) a conduit dans le cadre de son «Projet de renforcement de l'intégration agricole régionale» financé par la Fondation Syngenta, des recherches avec les Systèmes d'Information sur les Marchés (SIM) sur la transmission de la hausse, les prix de parité et la dynamique des échanges régionaux.

D'une manière générale, il ressort de ces différentes études que :

- l'alimentation de base de la région de l'Afrique de l'ouest repose globalement sur les céréales et les tubercules. Toutefois, sa composition en produits céréaliers et en racines et tubercules varie. Elle est la résultante de l'offre, de l'accessibilité économique, du cadre culturel et de la mutation des habitudes sociales.
- Sur le plan de l'offre, si les besoins en racines et tubercules sont couverts par la production locale, la région est structurellement déficitaire pour le riz et le blé dont la consommation ne cesse d'augmenter pour des raisons multiples.
- Comme évoqué plus haut, la libéralisation du secteur agricole dans le cadre de l'ajustement structurel, a annulé les soutiens qui lui auraient permis de résister à la concurrence internationale déloyale et d'assurer un taux de couverture élevé pour des denrées comme le riz et le blé ; ce qui aurait rendu la région moins vulnérable face à l'envolée des prix des denrées alimentaires sur le marché international en 2007/2008. Nombre de pays de la région se sont progressivement habitués à nourrir leur population en forte croissance et de plus en plus urbanisée, en recourant aux importations bon marché.
- Cependant la hausse spectaculaire des prix des denrées alimentaires en 2007/2008 a remis en cause cette politique alimentaire de la région. Les ménages dont le budget pour l'alimentation absorbe plus de la moitié du revenu ont durement ressenti les effets de la hausse. Les mécanismes d'adaptation des ménages dans la sous région ont été des plus difficiles: (i) achats d'aliments à crédit, (ii) diminution des quantités consommées et réduction du nombre de repas, (iii) consommation de produits de substitution, d'aliments moins préférés ou moins nutritifs, etc.
- Les changements enregistrés dans les modes de consommation ont des implications importantes et les décideurs sont aujourd'hui confrontés à un manque d'information adéquate pour concevoir les filets de sécurité permettant de mieux cibler leurs

---

<sup>2</sup> Voir le rapport final de la réunion extraordinaire des ministres des finances, de l'agriculture et du commerce de la CEDEAO, tenue à Abuja le 19 mai 2008.

interventions de soutien aux populations selon le revenu et le type de produits consommés. Au Sahel par exemple, la plupart des études semblent indiquer que la tendance marquée des consommateurs vers les produits importés (riz, blé) au détriment des céréales purement locales (mil, sorgho, tubercules) serait indépendante de leurs niveaux de prix respectifs.

- Pour inverser la tendance, les autorités publiques ont un rôle important à jouer: (i) élaborer des mesures encourageant les modes internes de production et de consommation (ii) accompagner la capacité et la volonté des consommateurs à changer leurs choix alimentaires à partir de la disponibilité d'une information adéquate.

L'étude qui fait l'objet de ces termes de référence s'inscrit dans la continuité des efforts déployés pour informer et guider les acteurs nationaux et régionaux pour la mise en œuvre de politiques efficaces et cohérentes en vue d'une meilleure intégration des économies agricoles et alimentaires de la région, source de croissance pour la réduction de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire.

Elle est initiée et menée conjointement par ReSAKSS WA et MSU pour analyser les dynamiques de la consommation alimentaire dans dix pays de l'Afrique de l'Ouest dans un contexte de mondialisation et tenter de répondre concrètement aux interrogations suivantes :

- Comment, à l'échelle de la sous région, le profil de consommation a-t-il changé au cours de ces 25 dernières années ? la récente crise alimentaire a-t-elle fondamentalement affecté les tendances ?
- Est-il possible de rendre disponibles ces éléments aux décideurs, à partir de la revue des enquêtes sur la consommation des ménages et des bilans alimentaires ?

## **2 Objectifs**

L'objectif général de cette étude est d'évaluer les changements intervenus dans la structure de consommation alimentaire des populations rurales et urbaines de la sous région ces 25 dernières années et l'impact de la hausse des prix internationaux de 2007-2008 sur les comportements alimentaires. L'accent est particulièrement mis sur les niveaux de consommation et la composition de l'alimentation par ménage selon la zone de résidence (rural ou urbain) et selon le revenu<sup>3</sup>. L'effet de substitution entre les céréales importées (riz, maïs, blé) et les produits localement produits (mil-sorgho et tubercules) depuis la hausse, représente l'une des préoccupations. Une meilleure compréhension des modes de consommation contribuera à fournir aux décideurs des suggestions pour la conception de filets de sécurité compatible avec le ciblage des populations selon leur revenu et le type de produits consommés.

## **3 Résultats attendus**

Les principaux résultats attendus sont les suivants:

- Comprendre les comportements alimentaires des ménages au niveau des différentes couches de population selon le revenu et le lieu de résidence (rural/urbain);
- Comprendre l'évolution de la composition alimentaire des ménages par quintile à partir de calculs d'élasticité-revenu;
- Apprécier l'impact de la hausse des prix alimentaires sur la structure de consommation des ménages;
- Faire des projections de la demande alimentaire désagrégée dans le moyen et long terme.

---

<sup>3</sup> Par quintile

## **4 Méthodologie**

La revue et l'analyse des budgets consommation seront réalisées par les équipes nationales composées de 2 personnes par pays: 1 économiste agricole ou un spécialiste des statistiques agro-alimentaires de la direction des statistiques agricoles et 1 statisticien de l'unité d'enquêtes auprès des ménages de l'institut national des statistiques. Les tâches suivantes seront menées:

**Task 1:** Documentation et analyse de l'évolution des productions alimentaires et des prix des principales denrées alimentaires depuis la crise de 2007/2008 : comparaison de 2008/2009 et 2009/2010 par rapport à 2007/2008 et à la moyenne des années 2002/2003-2006/2007.

**Task 2 :** Calcul des parts absolues de dépenses (absolute budget shares) par type d'aliments à partir des enquêtes budget-consommation et évaluation des tendances de la consommation par quintile. Les étapes suivantes seront considérées:

- Agrégation des produits en 12 groupes: 4 plus importants produits, les autres céréales, les autres racines et tubercules, les produits animaux excluant le poisson (viande, volaille et dérivés, lait et dérivés), poisson, fruits et légumes, légumineuses, oléagineux, produits non alimentaires.
- Analyse descriptive: poids de l'alimentation dans la consommation, parts absolues des dépenses par produit (absolute budget shares) par rapport aux dépenses alimentaires, désagrégation selon milieu de résidence et quintile, calcul du Gini coefficient, part du quintile le plus pauvre, diversité de la diète (nombre de produits/groupes de produits ouvrant 75, 80, 90%, ... de la consommation).
- Expliquer les grandes tendances de l'évolution de la structure de la consommation selon les enquêtes disponibles.
- Analyse de régression (RSLI<sup>4</sup> fonction) pour déterminer les parts marginales (pensions marginales à consommer) et les élasticités revenu/demande.

**Task 3:** Analyse des bilans alimentaires

- Contribution selon les produits individuels (produits végétaux versus animaux, céréales versus racines et tubercules, et autres,
- Evolution des contributions (comparaison par rapport à la moyenne des 5 dernières années ou tendance),
- Impact de la demande pour l'alimentation animale,
- Effet de substitution entre produits importés et locaux (évolution de la part des produits locaux dans la consommation apparente),
- Calcul de l'insécurité alimentaire à partir de la moyenne et des paramètres de distribution des enquêtes,
- Niveau et évolution du taux de dépendance aux importations pour les principaux produits,
- Tendance de l'offre et la demande, comparaison de la part des produits par rapport à la moyenne des 5 dernières années ou tendance,
- Part des différents "postes" de l'offre alimentaire,
- Pourcentage de la population en dessous du seuil de sécurité (calorie intake requirements).

## **5 Atelier méthodologique**

L'atelier de lancement de l'étude pour les francophones réunira les participants de 8 pays (Burkina, Bénin, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Niger, Sénégal et Togo). Une trentaine de participants y sont conviés dont :

- ✓ Les représentants des pays: 2 personnes par pays dont 1 économiste agricole ou un spécialiste des statistiques agro-alimentaires de la direction des statistiques agricoles et 1 statisticien de l'unité d'enquêtes auprès des ménages de l'institut national des statistiques.
- ✓ Le représentant de la Fondation Syngenta ;
- ✓ Les représentants de APCAM, IER, CSA, INSAH, USAID ;
- ✓ Les représentants de ReSAKSS WA et de MSU/Promisam.

---

<sup>4</sup> RSLI : Ratio semi-log inverse function

## Annexe : Chronogramme d'exécution des activités

	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Aout	Septembre
Elaboration tdr etude	<b>08-10</b>						
Elaboration materiel didactique	<b>08mars-31mai</b>						
Signature contrats avec les pays				<b>5-20</b>			
Atelier méthodologique francophone				<b>26-28</b>			
Atelier méthodologique anglophone					<b>12-14</b>		
Conduite des etudes nationales				<b>22 juin-15 aout</b>			
Rapports nationaux préliminaires						<b>15</b>	
Synthèse régionale (draft)						<b>31</b>	
Atelier de validation							<b>1-3</b>
Rapports nationaux finaux							<b>15</b>
Synthèse régionale finale							<b>30</b>
Atelier régional de restitution avec la CEDEAO (PM)							